

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE 15 JANVIER 2007

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MICHEL
TEL : 04.76.60.48.89

Dossier n° 29309

ARRETE N° 2007-00365

LE PREFET DE L'ISERE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment l'article 18 ;

VU l'arrêté préfectoral N° 80-3236, en date du 4 avril 1980, ayant autorisé la société VICAT à exploiter une usine de fabrication de ciment prompt au lieu-dit « La Pérelle » sur la commune de ST LAURENT DU PONT ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, en date du 20 octobre 2006 ;

VU la lettre du 7 novembre 2006, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspecteur des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en date du 16 novembre 2006 ;

VU la lettre du 22 décembre 2006, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

CONSIDERANT, compte tenu de l'évolution de la réglementation, qu'il est nécessaire de réactualiser la situation administrative de l'usine de La Pérelle et les prescriptions techniques applicables à cet établissement ; notamment au niveau du traitement des rejets atmosphériques afin de fixer des normes et des modalités de contrôle de ces rejets ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société VICAT applicables à son usine de la Pérelle située sur la commune de St Laurent du Pont, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – La société VICAT (siège social : BP 207 – 38522 ST EGREVE CEDEX) est tenue de respecter strictement les prescriptions complémentaires ci-annexées relatives à l'exploitation de son usine de La Pérelle située sur le territoire de la commune de ST LAURENT DU PONT.

ARTICLE 2 - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

ARTICLE 3 - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE 5 - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article 34-2 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article 34-3 du décret précité. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 6 - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de ST LAURENT DU PONT pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 8 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de ST LAURENT DU PONT et l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VICAT.

FAIT à GRENOBLE, le 15 JAN. 2007

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Gilles BARSACQ

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral N° 2007- 00365

En date du 15 JAN. 2007

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Gilles BARSACQ

**Prescriptions techniques
complémentaires
applicables à la**

Société VICAT

Usine de la Pérelle

St Laurent du Pont (38380)

ARTICLE 1

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1.1 La société **Vicat** est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Saint-Laurent du Pont, dans l'enceinte de son usine de La Perelle, les installations répertoriées dans le tableau constituant **l'annexe 1** du présent arrêté.

1.2 Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

1.3 Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations soumises à déclaration citées au 1.1 ci-dessus.

L'ensemble des prescriptions techniques jointes aux récépissés de déclaration et aux arrêtés préfectoraux délivrés antérieurement et visant les activités classées, abandonnées et existantes, sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

1.4 Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de l'Isère avec tous les éléments d'appréciation.

1.5 L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.

1.6 L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet de l'Isère, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1 du décret 77 1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 2

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

1 - GÉNÉRALITÉS

1.1. - Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre du Livre V - Titre 1^{er} du Code de l'Environnement.

En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

1.2 – Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

1.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

1.4 – Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

1.5 – Bilan de fonctionnement

Un bilan de fonctionnement des installations doit être effectué conformément à l'arrêté du 29.06.2004 pris en application de l'article 17.2 du décret n°77.1133 du 21.09.1977. Celui-ci doit être fourni dans les délais fixés à l'article 4 du présent arrêté puis tous les 10 ans.

2 - BRUIT ET VIBRATIONS

2.1 - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

2.2 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété sont fixés dans l'**annexe 2** du présent arrêté.

2.3 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

2.4 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.5 - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

3 - AIR

3.1– Captation et épuration des rejets

3.1.1. – Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

En particulier tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières sont pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières sont selon le cas :

- captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage
- combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente.

Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

3.1.2. – Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, placés de manière à réaliser des mesures représentatives.

La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.

Les débouchés à l'atmosphère de ces dispositifs doivent être éloignés au maximum des habitations.

3.1.3. – La hauteur de la cheminée équipant l'installation de traitement des gaz des fours (après collecte des rejets des 8 fours) et autres conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère est déterminée conformément aux dispositions du titre V de l'AM du 30.07.2003, celle-ci ne peut être inférieure à 10 m.

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s.

3.2 - Qualité des rejets

Les valeurs limites des rejets à l'atmosphère : débit, concentration et flux, sont fixées dans **l'annexe 3** du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des résultats à l'inspection des installations classées).

3.3. - Envois

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

Par ailleurs, la conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours. Un nettoyage du site doit être effectué périodiquement, la fréquence de nettoyage ainsi que les opérations à réaliser sont définies dans une consigne.

3.3 - Stockage

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

3.4 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant des installations.

4. EAU

4.1- Consommation en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les consommations d'eau sous réserve des résultats de l'étude technico-économique demandée à l'article 4 du présent arrêté. La réfrigération en circuit ouvert est interdite sous réserve des résultats de l'étude demandée à l'article 4 du présent arrêté.

4.2 - Alimentation en eau

4.2.1- Prélèvements

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Les résultats sont enregistrés chaque semaine.

Les ouvrages de prélèvements dans les cours d'eau ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux.

4.2.2 - Protection des eaux

En cas de raccordement sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

4.3 - Collecte des effluents liquides

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.

4.4 - Traitement des effluents liquides

4.4.1 - Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

4.4.2 - Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.

4.4.3 - Eaux industrielles résiduelles

Les eaux industrielles résiduelles sont essentiellement constituées des eaux de refroidissement des broyeurs à ciment. Sous réserve des résultats de l'étude technico-économique demandée à l'article 4 du présent arrêté, celles-ci devront être recyclées.

4.5 - Qualité des effluents

4.5.1 - Les effluents ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

4.5.2 - Les valeurs limites des rejets aqueux sont fixées dans l'**annexe 4** du présent arrêté.

4.6 - Conditions de rejet

4.6.1 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits.

4.6.2 - Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

4.7 - Surveillance des rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons,
- des mesures directes.

4.8 - Prévention des pollutions accidentelles

4.8.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

4.8.2 - Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir.
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent qu'être éliminés en tant que déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

4.8.3 - Manipulation et transfert

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes (liquides) sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir ; elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

5 - DECHETS

5.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier les dispositions du décret du 30.05.2005 (et des arrêtés d'application) relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets sont applicables.

5.2 - Récupération - Recyclage – Valorisation

5.2.1 Généralités

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage , de valorisation ou de réutilisation.

5.2.2 Emballages et déchets industriels banals

Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre,... doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation.

Les emballages industriels sont traités, valorisés et éliminés conformément au décret 94-409 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

5.3 – Stockages

5.3.1 Prévention des nuisances

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols) ;
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution ;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

5.3.2 Aire de stockage de déchets dangereux

Les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés ; ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels.

Pour prévenir le lessivage par les eaux météoriques et éviter toute pollution des eaux superficielles et souterraines, ces aires sont normalement couvertes.

5.3.3 Stockage en emballages

Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant contenu d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- Il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- Les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus ;
- Il ne soient pas gerbés sur plus de deux hauteurs (éventuellement)

Les déchets conditionnés en emballages devront être stockés sur des aires couvertes.

Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications claires permettant de connaître la nature du contenu .

5.4 Traitement et élimination

5.4.1 Principes généraux

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de l'article L 511 et suivant du code de l'environnement. L'exploitant établit un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

5.4.2 Déchets réglementés

Certains déchets font l'objet d'une réglementation spécifique. Notamment, les huiles usagées, les PCB et PCT, les piles et accumulateurs , les déchets d'amiante, les déchets radioactifs, les fluides frigorigènes, devront être stockés et remis à des collecteurs ou éliminateurs dûment autorisés et/ou agréés, pour être traités conformément à la réglementation en vigueur.

6 - SECURITE

6.1 - Dispositions générales

6.1.1 - Contrôle de l'accès

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

6.2.6 - Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

6.3 - Moyens d'intervention

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens se composent de :

- d'appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus près du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc.,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,

Ces matériels doivent être périodiquement contrôlés (au moins une fois par an) et la date des contrôles doit être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

- d'une réserve de sable sec et meuble en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 litres et des pelles,

L'exploitant doit également disposer :

- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours,
- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, un plan d'intervention normalisé pourra être établi en concertation avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

6.4 - Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

6.5 - Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

ARTICLE 3 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

1- DEPOT DE CHARBON

1.1 La hauteur du stockage sera limitée de manière à ce qu'un échauffement éventuel par fermentation ou par oxydation lente ne puisse entraîner la combustion de la masse.

1.2 Le danger d'échauffement du stockage de charbon doit être surveillé. Une procédure doit préciser la nature et la fréquence de cette surveillance.

1.3 La défense incendie du dépôt doit être effectuée à partir du poteau incendie existant.

2 - COMPRESSION D'AIR

2.1. Le local de compression doit être maintenu en parfait état de propreté, les déchets gras ayant servi doivent être mis dans des boîtes métalliques closes et enlevés régulièrement.

2.2 Les réservoirs et appareils contenant des gaz doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

2.3 Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration de poussières dans le compresseur.

2.4 Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression des gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

2.5 L'arrêt des compresseurs doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins sera placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

En cas de dérogation à cette condition, des clapets sont disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit de gaz, notamment en cas d'arrêt du compresseur.

2.6 Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler. Les produits recueillis lors des purges sont éliminés en tant que déchet.

2.7 Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation de produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

3 - STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

3.1 Stockages aériens

3.1.1 Chaque stockage doit être couvert et associé à une cuvette de rétention étanche qui devra être maintenue propre en permanence et répondre aux dispositions fixées au § 4.8 de l'article 2 du présent arrêté.

3.1.2 L'interdiction de fumer ou de faire du feu à proximité de chaque stockage doit être affichée en caractère bien apparent.

3.1.3 La défense incendie de chaque stockage doit être assurée par au moins deux extincteurs.

3.2 Stockages enterrés

Les stockages devront répondre aux dispositions de l'AM du 22.06.1998.

ARTICLE 4

DISPOSITIONS TRANSITOIRES **DELAIS D'APPLICATION**

- 1 La mesure en continu des poussières doit être mise en place avant le 30.06.2007.
 - 2 Une étude technico-économique doit être fournie dans un délai de 3 mois à compter de la date du présent arrêté en ce qui concerne le recyclage de l'eau utilisée pour le refroidissement des broyeurs à ciment et prélevée dans le Guiers Mort (~80 l/s).
 - 3 Les dispositions du § 4.2.1 de l'article 2 doivent être respectées au plus tard avant le 30.06.2007.
 - 4 Le bilan de fonctionnement prévu au § 1.5. de l'article 2 doit être fourni au plus tard le 30.06.2007.
 5. Une étude technique devra être fournie afin de définir la valeur limite en oxydes de soufre des émissions gazeuses provenant des fours. Cette étude devra être effectuée dans un délai de 6 mois après la remise en service industrielle de l'installation de traitement par incinération des rejets atmosphériques qui devra intervenir dans les délais fixés en liaison avec l'inspection des installations classées. Ces délais ne devront pas excéder les délais techniques nécessaires à la remise en état ou au changement de l'installation.
 6. Jusqu'à la remise en service industrielle de l'installation de traitement par incinération des rejets atmosphériques, la production de l'usine sera réduite à une production maximale de 300 t/j (au lieu de 400 t/j actuellement).
 7. Une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQSR) présentés par les polluants contenus dans les rejets atmosphériques en l'absence de traitement doit être fournie dans un délai maximal de 2 mois.
- Cette évaluation sera accompagnée du résultat des mesures des polluants concernés effectuées dans les zones les plus exposées notamment dans celles urbanisées.

ANNEXE 1

Désignation des activités	Volume des activités	Rubriques de la nomenclature	Classement A ou D	Coef de redevance
- Fabrication de ciment (8 fours droits)	Capacité de production 400 t/j (8 x 50 t/j)	2520	A	5
- Broyage, concassage, criblage, ensachage, tamisage de produits minéraux artificiels	Puissance totale installée 780 kW	2515-1	A	1
- Compression d'air	Puissance absorbée 82 kW (45 + 37)	2920-2b	D	
- Dépôt de charbon	275 t	1520-2	D	
- Dépôt de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie				
<u>Usine de fabrication de ciment Aérien</u> : 2 cuves de 1,5 m ³ de GO + 1 cuve de 0,5 m ³ de FOD <u>Enterré</u> : 1 cuve double paroi de 20 m ³ de FOD (Dépôt assimilable à un dépôt aérien de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie)	Capacité équivalente (2x1,5+0,5+20) / 5 = 4,7m ³	1432-2°	NC	
<u>Usine de broyage Aérien</u> : 1 cuve de 2 m ³ de FOD	Capacité équivalente 0,4 m ³	1432-2°	NC	
- Distribution de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie	Débit équivalent <1m ³ /h	1434-1	NC	
- Combustion (incinérateur)	Puissance thermique 2 MW	2910-A	NC	

ANNEXE 2

BRUIT

1 - VALEURS LIMITES

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant :

Période	Niveau en dB(A)
Jour (sauf dimanches et jours fériés) : 7 h à 20 h	65
Périodes intermédiaires : 6 h à 7 h - 20 h à 22 h Dimanches et jours fériés : 6 h à 22 h	60
Nuit (tous les jours) : 22 h à 6 h	55

2 - CONTRÔLE DES EMISSIONS SONORES

2.1 - L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à l'exploitant de faire réaliser à ses frais des mesures de niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié, choisi après accord de l'inspecteur.

2.2 - Ces mesures devront être effectuées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

ANNEXE 3 AIR

1°) – Valeurs limites et surveillance des émissions

Installations Rejets	Valeurs limites sur gaz secs Débit maximal de 72 000 Nm ³ /h (gaz secs)		Périodicité des mesures (²)
	Paramètres	Valeur limite d'émission (moyenne journalière) (¹)	
Fours à ciment (cheminée unique)	Poussières	30	continue ⁽³⁾ +S
	SO ₂	1200 (⁴)	continue ⁽³⁾ +S
	NOX exprimée en NO ₂	200	A
	COV (exprimé en COT)	20	S
	HCl et autres composés inorganiques gazeux du chlore exprimée en HCl	10	A
	Métaux et composés de métaux		
	. Cd+Hg+Pb (gazeux et particulaires)	0,2	A
	. As+Se+Te+Co+Ni (particulaires)	1	A
	. Sb+Cr+Cu+Sn+Mn+Pb+V+Zn (particulaires)	5	A
	. H ₂ S	5	S
	. CO	-	S
	. CO ₂	-	S

(1) L'exploitation des résultats des mesures en continu doit faire apparaître pour les heures d'exploitation :

- que les valeurs moyennes sur un mois ne dépassent pas les valeurs limites d'émissions,
- que 35 % des valeurs moyennes sur une journée ne dépassent pas 110 % des valeurs limites d'émissions.

L. B. 11

(2) S = mesure semestrielle

A : mesure annuelle

(3) Les appareils et chaînes de mesures mis en œuvre pour le contrôle en continu des poussières doivent être régulièrement vérifiés, étalonnés et calibrés selon les spécifications du fournisseur. Ils sont implantés de manière à :

- ne pas empêcher les contrôles périodiques et ne pas perturber les écoulements au voisinage des points de mesure de ceux-ci
- pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés notamment durant la durée des contrôles périodiques.

(4) Cette valeur sera revue en fonction des résultats de l'étude technique demandée à l'article 4 du présent arrêté.

2°) – Contrôle des rejets

2.1. – Les contrôles périodiques sont effectués par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées. Ce contrôle porte sur les paramètres définis ci-dessus, ainsi que sur la détermination du débit et de la teneur en O₂ dans les gaz rejetés.

2.2. – Les résultats des contrôles sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées :

- dès réception du rapport pour les contrôles visés au § 2.1. ci-dessus,
- pour la mesure en continu des poussières et du SO₂ selon une périodicité trimestrielle et une forme définie en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

2.3. – La transmission des résultats des contrôles est accompagnée de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes,
- sur les actions correctrices prises ou envisagées,
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge, ...).

Tous les résultats sont exprimés à la fois sous forme de concentration et sous forme de flux.

ANNEXE 4

EAU

1. Points et conditions de prélèvements

La quantité maximale prélevée dans le milieu naturel (Guiers Mort) est limitée à 880 l/s. Cette eau est utilisée pour l'alimentation de la turbine et pour le refroidissement des broyeurs à ciment.

2. Valeurs limites de rejet

Avant rejet dans le Guiers Mort, les eaux résiduaires doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Normes	Concentration sur échantillon moyen 24 h ⁽¹⁾
pH	NFT 90008	5,5 à 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux)
Température		< 30° C
MES	NFT 90105	35 mg/l
DBO5	NFT 90103	3 mg/l
DCO	NFT 90001	20 mg/l
Hydrocarbures totaux	NFT 90114	1 mg/l

⁽¹⁾ Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat ne peut dépasser le double de la valeur prescrite.